

Wiener Blut ou *Sang viennois* et le destin de l'Europe (VII)

Après les révolutions de 1848 un peu partout en Europe, y compris dans l'empire des Habsbourg-Lorraine, une nouvelle étape va être franchie dans cet empire.

Le 1^{er} janvier 1851, l'empereur François-Joseph I^{er} annonce à ses peuples : Après mûre réflexion et tout bien considéré, nous estimons qu'il est de notre devoir de souverain de déclarer la nullité du (...) document constitutionnel du 4 mars 1849. L'égalité de tous les citoyens devant la loi ainsi que (...) les lois concernant l'abolition de tout servage paysan assortie d'un dédommagement (...) restent en vigueur.

Deux décrets corollaires effacent la liste des droits civiques spécifiques garantis dans la Constitution de 1849. Ils reconduisent le statut des religions officiellement reconnues en Autriche et font connaître les nouvelles structures judiciaires et administratives de l'empire. Bref, l'empereur met l'accent sur l'unité organique de son empire en des termes plus forts que ceux employés par tous les souverains Habsbourg-Lorraine précédents : *les terres qui, sous leurs titres anciens, historiques ou sous les nouveaux, sont unies à l'État impérial autrichien forment les éléments inséparables de la Monarchie impériale héréditaire autrichienne.*

Le nouvel empereur lance un programme de renouveau économique, social et culturel à bien des égards visionnaire. Ce programme surmonte l'instabilité révolutionnaire en renforçant l'empire de l'intérieur et en rehaussant sa stature internationale en Europe centrale. La réalisation de ce programme se fait sous le mode absolutiste, à la manière de l'empereur Joseph II. De cette manière, la dynastie des Habsbourg-Lorraine abandonne son ancienne fonction politique, qui était d'être l'arbitre des besoins des différentes noblesses des terres de la Couronne. L'empereur s'appuie sur l'administration et sur l'armée pour appliquer le programme dans tout l'empire, à partir de la ville de Vienne. On entre ainsi dans un « État policier ».

En fait, l'empire autrichien suit, comme en France et en Prusse à la même époque (la décennie 1850), un programme de modernisation tel qu'il avait été demandé par les réformateurs libéraux de 1848 : l'instauration définitive des relations économiques de type capitaliste dans les campagnes, en abolissant ce qui restait du système féodal ; la fin des privilèges exceptionnels des guildes pour réglementer l'accès aux marchés locaux ; les libertés de propriété foncière, de mouvement et de profession ; l'égalité entre tous les citoyens face à un système juridique unifié.

Le régime met en œuvre des réformes pour améliorer l'instruction publique, en particulier dans les universités ; il s'emploie à placer les politiques commerciales à la hauteur des exigences du monde autrichien des affaires, tout en investissant dans le développement des infrastructures ferroviaires.

En revanche, le nouveau concordat avec Rome (1855) renforce les privilèges et l'influence de l'Église catholique, en rognant sur les droits acquis en 1848 par les minorités religieuses. Les Juifs autrichiens en font les frais.

Cette « progression libérale au plan économique et social » n'aboutit pas en raison des conflits armés : la guerre de Crimée (1853-1855) qui aliène l'ancien allié de l'empire, la Russie ; la guerre contre le Piémont et la France (1859), qui fait perdre la Lombardie à l'empire. François-Joseph I^{er} avait voulu prendre lui-même le commandement des troupes en Italie du Nord ; il est vaincu à Solferino (24 juin 1859).

En 1860, en raison des mobilisations massives et du coût budgétaire des deux guerres, l'empire est au bord de l'effondrement budgétaire. Ce qui a été initié au plan culturel et au plan des infrastructures est entamé par les pratiques monétaires ruineuses nécessitées par la politique étrangère. Les marchés des capitaux exigent une supervision budgétaire responsable pour engager de nouveaux prêts. Le baron Anselm Salomon von Rothschild (Francfort-sur-le-Main 1803 – Vienne 1874), fondateur de l'Österreichische Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe (1855), aurait dit à l'empereur : *Pas de Constitution, pas d'argent*.

En 1867, une autre défaite militaire majeure et d'autres crises financières forcent François-Joseph I^{er} à stabiliser la monarchie en négociant l'indépendance de la Hongrie, en créant l'Autriche-Hongrie. La même année, il ratifie des lois constitutionnelles libérales pour le reste de ses territoires. Entre 1867 et 1873, des politiques libérales alimentent l'expansion économique, portent de nouveaux systèmes éducatifs soutenus par les finances publiques et soutiennent des appareils judiciaires indépendants. On instaure une autonomie de gestion des municipalités ; on procède à l'expansion des infrastructures de communication et de transport ; on se consacre à des plans d'aménagement ambitieux des villes, des ports et des villages d'Autriche et de Hongrie.

Le crash boursier de Vienne en 1873 entraîne une décennie de récession, mais ne ralentit pas le rythme du développement. Comme en France, en Grande-Bretagne et dans la nouvelle Allemagne, les parlementaires libéraux ont peur des éventuels troubles sociaux et, du coup, poursuivent des politiques sociales et policières dans le droit fil des pratiques administratives despotiques héritées des années 1850.

C'est ainsi que, dès la décennie 1860, les libéraux développent un discours historique triomphaliste dans lequel ils se présentent comme les vainqueurs ultimes dans une lutte épique, manichéenne, contre les forces puissantes de l'ignorance et de la réaction incarnées par l'aristocratie ainsi que par le bureaucratisme sans frein des années 1850. Ces libéraux mettent en avant leurs « succès » : une instruction laïque universelle, le développement économique, le progrès scientifique. Plus tard, ils ajouteront à cette litanie une nouvelle mission

civilisationnelle libérale et impériale de l'Autriche-Hongrie en Europe de l'Est et du Sud-Est.

Après avoir posé le « cadre » de ces quelques étapes, entrons dans le développement des idées et des faits.

Poser les fondements d'un empire libéral

En investissant, en décembre 1848, le nouvel empereur, la Cour veut réaffirmer le pouvoir de la dynastie des Habsbourg-Lorraine à l'intérieur de l'empire et sa prééminence en Europe centrale. François-Joseph I^{er} et ses alliés les plus proches cherchent à adapter les aspects les plus utiles du libéralisme à une ossature politiquement autoritaire.

Premier acte : le nouveau pouvoir se dispense des services de l'aristocratie et de la noblesse. Le nouveau Premier ministre, le prince Felix zu Schwarzenberg (Krumlov en Bohême 1800 – Vienne 1852), affirme ne pas connaître au sein de sa classe sociale dix hommes possédant *assez de clairvoyance politique ou assez de savoir auxquels il pourrait confier une part substantielle du pouvoir sans craindre qu'ils ne le perdent rapidement*.

Qui va prendre les commandes ? Ceux qui se réfèrent à l'administration interventionniste de l'empereur Joseph II (1741-1790). Ils pensent qu'une administration réformée pourra achever en profondeur l'État et la société. S'il faut une participation organisée des citoyens, il faut la limiter à ce qui constitue les moins politiques des cénacles, les conseils municipaux. Aussi demandent-ils au responsable de la Constitution de mars 1849, le comte Franz Seraph **von Stadion** (Vienne 1806 – Baden 1853), ministre de l'Intérieur, d'élaborer un texte qui servira de socle aux conseils municipaux autonomes et à leur relation de type consultatif avec le gouvernement.

En 1849, le baron Alexander **von Bach** (Loosdorf en Basse-Autriche 1813 – Ebreichsdorf en Basse-Autriche 1893) succède à von Stadion comme ministre de l'Intérieur. Il réforme **l'administration** afin qu'elle devienne apte à traiter efficacement les problèmes spécifiques dans une société en plein développement industriel. Pour arriver à cette fin, l'administration doit être rapide et performante dans les moindres recoins de l'empire. Il rationalise la structure de commandement en commençant par le niveau local, la commune (Gemeinde), l'arrondissement (Bezirk), le territoire de la Couronne, pour arriver à chacun des ministères. Les gouverneurs des territoires de la Couronne (Statthalter) deviennent des fonctionnaires dépendant directement de la Couronne. Ceci est tout à fait différent de ce que les Diètes attendaient. Von Bach intègre la Hongrie dans ce nouveau système, en remplaçant les comtés par des arrondissements, géographiquement plus petits. Ceux qui avaient administré les comtés, les élites locales, ont été remplacés par des fonctionnaires germanophones nommés par Vienne : Autrichiens d'origine tchécophone, germanophone ou slovénophone. Les Hongrois les ont appelés « les hussards de Bach ». Celui-ci imposait un « uniforme »

vestimentaire et interdisait la barbe. La méthode Bach est théorisée par Lorenz von Stein (Eckernförde en Schleswig-Holstein 1815 – Vienne 1890), professeur à l'Université de Vienne, qui considère le système Bach comme le point culminant de tous les types d'administration. On remplace également les tribunaux existants, des outils de la noblesse locale, par de nouveaux tribunaux dans chacun des arrondissements.

Le comte Léopold **von Thun** und Hohenstein (Tetschen aujourd'hui en Tchéquie 1811 – Vienne 1888) est chargé de restructurer le **système éducatif autrichien** et ses cursus universitaires. Catholique fervent, critique implacable de la théorie de la loi naturelle des Lumières, anti-libéral en politique, von Thun pense qu'il faut octroyer plus de latitude à la démarche intellectuelle. Les universités autrichiennes doivent être des institutions de recherche favorisant le développement des connaissances et pas simplement des établissements de formation professionnelle. Il travaille en étroite collaboration avec des libéraux comme Joseph Unger (Vienne 1828 – Vienne 1913), professeur de droit et ministre dans les années 1870, à la révision de la formation des fonctionnaires, auxquels il faut dispenser une instruction sur les sujets pratiques comme l'histoire ou le droit romain. Unger est considéré comme le « père » de la loi autrichienne.

Dans quelle langue faut-il étudier ? Quelles langues faut-il enseigner ?

Les ministres du gouvernement de Vienne sont partagés. Certains ont vu les nationalistes de 1848 utiliser l'argument linguistique pour appuyer une sorte d'indépendance politique à l'égard de la Couronne. Aussi la plupart sont-ils pour une dépolitisation des questions linguistiques. Le gouvernement maintient une politique générale d'égalité inter-linguistique tout en maintenant une langue administrative unique, l'allemand. Aussi l'État entérine-t-il l'emploi traditionnel de langues vernaculaires dans les écoles primaires, tout en requérant l'étude de l'allemand dans les écoles secondaires de tout l'empire. Tout le monde pouvait parler sa ou ses langues, du moment qu'on n'en faisait pas une question politique. En pratique, ce n'est pas si simple. On constate que les établissements secondaires bilingues traitent eux-mêmes les langues différemment parce que, au cours des dernières années de scolarité, l'allemand devient souvent la seule langue d'enseignement.

Von Thun travaille à rendre les niveaux d'instruction autrichiens plus aptes à rivaliser avec ceux du reste de l'Europe, en particulier ceux de Prusse. Il cherche aussi à préserver la stabilité de la société en encourageant une meilleure moralité publique et une plus grande obéissance au catholicisme. Pour y arriver, il s'efforce d'élaborer un compromis viable entre le libre examen et le respect des principes politiques et religieux conservateurs. Derrière ce projet, on apprend que la mission des universités doit s'attacher à cultiver une érudition inspirée autant que possible par un authentique sentiment religieux. On peut dire que von Thun a réussi ce projet. On assiste à une complète refonte des structures et des cursus de l'enseignement secondaire et supérieur, qui favorise une bien plus ample liberté académique. Cette politique facilite involontairement la propagation rapide de la pensée et des valeurs libérales à l'intérieur des institutions éducatives.

Simultanément, l'empire négocie un **Concordat** avec Rome (19 août 1855) qui va à l'encontre de la tradition de Joseph II qui cherchait un contrôle étatique de l'Église catholique. L'Église catholique retrouve sa liberté dans tout l'empire. Les évêques peuvent veiller à la censure des livres. Ils ont le droit de « surveiller » les sujets catholiques dans l'enseignement. Les actes de Rome peuvent être publiés sans avoir le blanc-seing de l'empereur. Les évêques sont nommés par l'empereur, mais il faut une reconnaissance canonique de Rome. Les évêques doivent prêter serment à l'empereur. Les évêques peuvent convoquer des conciles provinciaux et des synodes diocésains.

La question du **dédommagement** des nobles propriétaires terriens varie d'un territoire à l'autre. Puisque le servage est supprimé, il faut dédommager les propriétaires qui n'ont plus de possibilité d'avoir une main-d'œuvre gratuite pour exploiter leurs terres.

Au plan économique, le ministre Karl Ludwig **von Bruck** (Elberfeld aujourd'hui Wuppertal 1798 – Vienne 1860) vise à intégrer les marchés dans l'empire en créant une zone de libre-échange unique et à accroître le volume commercial avec les voisins de l'Autriche en réduisant les droits de douane. En 1851, la barrière entre l'Autriche et la Hongrie est levée. En 1853, un traité commercial avec l'Union douanière allemande (Zollverein) est négocié. L'industrie autrichienne est ainsi soumise à la concurrence européenne. En 1854, l'État entreprend de vendre les lignes de chemin de fer à des sociétés privées, tout en offrant aux actionnaires un rendement à des taux attractifs sur leurs investissements dans de nouvelles lignes. En 1859, l'empire a réussi de se défaire de tous ses avoirs ferroviaires.

Ceci n'aurait pas été possible sans une structuration nouvelle du **système bancaire**. La banque nationale d'Autriche avait été fondée en 1816. L'État y monopolisait les ressources pour ses propres besoins d'emprunt, si bien que la banque ne pouvait accorder des crédits à des particuliers, exception faite de quelques clients privés fortunés. À l'époque, les services de quelques familles internationales (Rothschild, Sina, Arnstein, Eskeles) du secteur bancaire sont accessibles aux emprunteurs autrichiens. Dans les années 1850, la pénurie des capitaux oblige les ministres des finances de l'empire à créer de nouvelles banques capables de dégager des montants de crédit très supérieurs à des emprunteurs privés. En 1855, le gouvernement autorise la création d'un établissement indépendant, la Creditanstalt Bank, pour le commerce et l'industrie, par un consortium réunissant plusieurs aristocrates fortunés et Anselm Salomon von Rothschild. Elle dispose de 100 millions de gulden, dépassant la valeur des avoirs de la banque nationale d'un tiers.

En mars 1850, le ministre du **Commerce**, von Bruck, fonde des chambres régionales de commerce, institutions conçues pour faciliter le débat public sur les affaires locales à caractère économique. Les 56 chambres, une pour chaque capitale d'une terre de la Couronne, communiquent régulièrement au ministère du Commerce des rapports sur la situation économique locale et les transports régionaux, des évaluations des programmes publics et des suggestions

de politiques futures. Progressivement, ces chambres de commerce sont devenues des institutions étatiques qui tiennent des consultations électorales dans les années 1850. En 1861, elles ont le droit d'élire leurs propres députés aux diètes des terres de la Couronne, au Parlement impérial et dans certains conseils municipaux.

Vendre la dynastie

En 1849, les rebelles de Hongrie et du nord-est de l'Italie avaient ouvertement répudié les Habsbourg-Lorraine. Les Autrichiens paysans étaient restés fidèles. Le nouvel empereur ordonne, en 1850, une série de réformes et de mutations de personnels afin de revitaliser la Cour et ses cérémonies publiques. François-Joseph I^{er} voyage dans ses domaines et ses royaumes bien plus que ses prédécesseurs, à l'exception de Joseph II. Il fait des « **tournées d'inspection** » en Galicie, Bucovine, Bohême, Moravie, Lombardie, Venise, Trieste, le Tyrol et la Hongrie.

En parallèle avec la négociation du Concordat, l'empereur ravive ou invente plusieurs rituels publics spécifiques à la foi catholique, tels que la **procession annuelle du Corps du Christ** qui s'achève par un cérémonial qui montre le souverain laver les pieds de dix mendiants. Tout au long des tournées d'inspection, l'empereur visite les lieux de culte juifs, grecs-catholiques et orthodoxes d'Orient en plus des sites catholiques romains. Plus tard il sera même protecteur de la foi musulmane en Bosnie-Herzégovine.

En 1853, **François-Joseph I^{er} épouse sa jeune cousine Élisabeth de Bavière** (16 ans). Celle-ci parvient à se faire aimer en Hongrie. Elle apprend la langue et se fait adjoindre des aristocrates hongrois dans sa suite. En 1857, François-Joseph I^{er} emmène son épouse lors d'une visite officielle en Hongrie. C'est un triomphe. L'impératrice choisit les couleurs nationales hongroises (rouge, blanc et vert) pour ses vêtements officiels. Pendant le voyage, Sophie (Vienne 1855 – Budapest 1857), fille du couple impérial, meurt subitement de la rougeole. Le couple impérial fait un pèlerinage public au sanctuaire de la Vierge à Mariazell, en Styrie. Trente mille Hongrois accompagnent le couple royal en signe de compassion. Le service communication du palais à Vienne contrôle efficacement ce qui est donné aux journaux pour faire connaître la vie de la famille impériale.

Imaginer un empire libéral

En 1857, Ernst **von Schwarzer** von Heldenstamm (Fulnek en Moravie-Silésie 1808 – Vienne 1860), éditeur de presse et ancien libéral de 1848, publie un éloge du régime absolutiste autrichien intitulé : *L'argent et les biens dans la nouvelle Autriche*. Il donne une vision des progrès économiques, sociaux et culturels réalisés par l'empire, articulée au progrès général de l'Europe au milieu du XIX^e siècle. Il montre les bienfaits d'un État autrichien fortement centralisé. Certes, la révolution de 1848 avait échoué. Le régime nouveau en Autriche avait permis de rencontrer

cependant un activisme de gouvernement qui aboutissait aux mêmes résultats qu'un État libéral.

Von Schwarzer appréhende la diversité en Autriche à partir des langues parlées, et à partir des situations sociales et économiques très disparates. Il y voit des degrés de civilisation différents. Comme Joseph von Sonnenfels (Mikulov en Moravie 1733 – Vienne 1817), il rappelle le patriotisme rationnel, l'amour de l'Autriche enraciné dans la forme de citoyenneté unifiée imposée par l'empire. Le baron Joseph von Hammer-Purgstall (Graz 1774 – Vienne 1856) avance que l'essence de la citoyenneté réside dans la garantie qu'elle offre les mêmes droits à chacun.

Le baron Karl **von Czörnig**-Czernhausen (Cernouzy aujourd'hui en Tchéquie 1804 – Gorizia au Frioul 1889), pionnier de l'ethnographie, encourage le transport fluvial sur le Danube et les chemins de fer. Il travaille au ministère du Commerce et mène deux vastes études qui influencent l'opinion publique sur la conception qu'elle a du nouvel empire d'Autriche. *Ethnographie de la monarchie autrichienne*, 1855-1857, étudie avec leurs langues et leurs religions les populations qui habitent les terres de la Couronne. *Nouvelle organisation de l'Autriche* (1858) se veut une étude statistique sur la transformation du pays depuis 1848. On y perçoit immédiatement la diversité linguistique.

Empire et peuple dans les années 1850

L'empereur ayant « enlevé » la Constitution en 1851, beaucoup de citoyens ont abandonné le débat politique pour essayer de devenir plus riches par leur activité professionnelle. Progressivement, les différentes catégories sociales ont perdu confiance dans les fonctionnaires de l'État. Elles ont misé sur les avocats pour le débat politique.

En 1859, beaucoup d'Autrichiens expriment publiquement leur protestation vis-à-vis d'un système politique autoritaire en participant à des fêtes organisées localement pour célébrer le centenaire de la naissance du poète et dramaturge Friedrich **Schiller**. Johann Christoph Friedrich von Schiller est né à Marbach am Neckar en 1759 et est décédé à Weimar en 1805. Il est considéré comme un des grands classiques de la langue allemande. Ayant acquis de nombreuses compétences, il devient professeur d'histoire et de philosophie à Iéna. Ami de Johann Wolfgang von Goethe (Francfort 1749 – Weimar 1832), qu'il rencontre en 1788, il sympathise aussi avec Friedrich Wilhelm Christian Karl Ferdinand Freiherr von Humboldt (Postdam 1767 – Berlin 1835). Goethe a appris plusieurs langues : le grec ancien, le latin, le français, l'anglais et l'hébreu. Son amitié avec Schiller s'approfondit à partir de 1794. Goethe fait partie des grands savants et hommes de lettres qui ont forgé l'âme allemande. Humboldt est philosophe, linguiste et fonctionnaire prussien, qui participe à la fondation de l'université de Berlin (1810). Schiller est l'auteur d'une œuvre théâtrale et poétique qui le désigne comme un auteur qui combat toute forme de tyrannie. C'est la raison pour laquelle beaucoup le célèbrent

en 1859, afin de manifester leur opposition au pouvoir absolutiste de l'empereur et du gouvernement de Vienne. Les plus grandes manifestations ont lieu à Prague.

À Budapest, en octobre 1859, on commémore le centenaire de Ferenc **Kazinczy**. Né à Simian aujourd'hui en Roumanie en 1759, il est décédé à Széphalom en Hongrie en 1831. Avocat, notaire, inspecteur scolaire, Kazinczy est considéré comme le grand réformateur de la littérature et de la langue hongroises. Chef de file des « néologistes » qui ont enrichi la langue de 8000 mots nouveaux, dont la moitié est entrée dans le langage courant, il a fondé l'Académie de langue hongroise et est considéré comme un des grands témoins du patriotisme en Hongrie.

Beaucoup de membres des organisations qui ont célébré Schiller et Kazinczy ont continué à entrer dans les débats politiques.

Ambitions impériales en Europe

François-Joseph I^{er} voulait que l'empire défie l'hégémonie économique de la Prusse. Comme l'empire ne parvient pas à y arriver, François-Joseph I^{er} prend des initiatives inconsidérées en politique étrangère. Les conséquences fiscales des politiques étrangères trouvent leur origine dans les soulèvements de 1848, quand l'État commence à émettre du papier-monnaie qui entame la valeur internationale de la devise de l'empire : Gulden en allemand ; forint en hongrois ; florin en français.

Que se passe-t-il au niveau international ?

La **Prusse** remet en cause la position dominante de l'empire des Habsbourg-Lorraine parmi les États de la Confédération germanique. L'Union douanière allemande ne compte pas l'Autriche parmi les États membres. Progressivement, la Prusse aura le dessus en Europe centrale.

À l'est et au sud, **l'empire russe**, qui a participé à l'écrasement de la rébellion hongroise en 1849, et qui est donc considéré comme un allié de l'empire des Habsbourg-Lorraine, tire profit de l'affaiblissement de l'empire ottoman pour soutenir ou instiguer des révoltes de territoires ottomans dans les Balkans. Pendant la guerre de Crimée en 1853, l'empire des Habsbourg-Lorraine mobilise en masse pour dire à la Russie qu'elle ne peut pas s'immiscer dans les Balkans. Le tsar y voit une trahison des Habsbourg-Lorraine.

À l'ouest, le royaume de **Sardaigne**, qui appartient au Piémont, complotte secrètement, avec l'aide de la France de Napoléon III, pour une prise de contrôle de la péninsule italienne. En 1859, l'empire des Habsbourg-Lorraine provoque une guerre contre la France et le Piémont. L'empire est vaincu.

En 1862, l'empire des Habsbourg-Lorraine fait cause commune avec la **Prusse** en mobilisant ses forces contre le Danemark afin d'aider la Confédération allemande

à conserver les provinces du Schleswig-Holstein contre les prétentions danoises. Les Habsbourg-Lorraine évitaient ainsi de laisser à la seule Prusse la victoire contre le Danemark.

En 1866, la **Prusse** défie l'empire des Habsbourg-Lorraine en une guerre éclair qui met un terme à tous les espoirs qu'entretenait Vienne d'unifier « l'Allemagne » sous son égide. Suite à la bataille de Sadowa (en Bohême) ou de Königgrätz, dont la victoire revient au général prussien Helmuth Karl Bernhard, comte von Moltke, le 3 juillet 1866, la Prusse dissout la Confédération germanique et la remplace par la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le futur maréchal von Moltke est né à Parchim en 1800 et est décédé à Berlin en 1891.

Ces différentes « guerres » plongent Vienne dans les déséquilibres fiscaux qui affaiblissent sa monnaie et accroissent son déficit.

« Pas de Constitution, pas d'argent »

En 1859, la paix de Villafranca impose à François-Joseph I^{er} la cession de la riche province italienne septentrionale de Lombardie à la France et au Piémont. L'empereur comprend qu'il doit réaffirmer sa légitimité et restaurer le crédit de l'État après autant de défaites militaires. La seule solution est de partager le pouvoir. Mais il ne pense qu'à une réforme superficielle, une sorte de concession minimale. Il se trompe. On attend bien autre chose qu'une modification de façade du pouvoir dans l'empire.

Tout ce qui « compte » dans l'empire présente ses objectifs : conservateurs et libéraux, aristocrates et bourgeois, notables et entrepreneurs capitalistes.

Alexander Bach, architecte du système absolutiste, démissionne. François-Joseph I^{er} bat en retraite et demande l'appui de deux groupes sociaux très distincts, l'un et l'autre amers eu égard à leur manque de poids politique dans les années 1850. Les aristocrates des terres de la Couronne, premier groupe ; les classes moyennes capitalistes de plus en plus influentes grâce au système bancaire, deuxième groupe. Ces deux groupes vont se battre pour remplacer l'absolutisme des années 1850. Ils seront rejoints par d'autres. Cette « guerre » va durer jusque vers la fin des années 1880.

Ceci explique la valse des nominations de chefs de gouvernement. En 1860, Agenor Romuald Goluchowski, comte de Goluchowo (Skala Podolska 1812 – Lemberg/Lviv 1875) ; en décembre 1860, Anton, Ritter von Schmerling (Vienne 1805 – Vienne 1893) ; en 1865, le comte Richard Belcredi (Ingrowitz en Moravie 1823 – Gmunden en Autriche-Hongrie 1902).

En 1867, l'empereur négocie un **Compromis** avec des activistes hongrois modérés menés par Ferenc Deak (Söjtör en Hongrie 1803 – Budapest 1876) ; pratiquement toutes les lois hongroises d'avril 1848 sont rétablies. La Hongrie obtient son indépendance pleine et entière du reste de l'empire pour tout ce qui concerne les questions intérieures. François-Joseph consent à ce qu'une cérémonie

de couronnement pour lui-même et son épouse ait lieu le 8 juin 1867, dans l'église du Couronnement de Matthias Corvin, à Buda. La messe a été composée par Ferenc Liszt (Doborjan en Hongrie 1811 – Bayreuth 1886).

Le 21 décembre 1867, trois entités inédites remplacent officiellement l'empire des Habsbourg-Lorraine, l'empire d'Autriche de 1804 : l'Autriche-Hongrie ; le royaume de Hongrie ; l'État impérial ou « Autriche ».

Hongrie indépendante

Le gouvernement du Premier ministre hongrois Andrassy négocie en 1868 un accord avec la Croatie : celle-ci est un royaume indépendant allié à la Hongrie. Le Premier ministre de Hongrie est le comte Gyula Andrassy de Csik-Szentkiraly et Krasznahorka (Olahpatak en Hongrie 1823 – Volosca/Opatija en Croatie 1890). Il avait participé aux événements de 1848. Condamné à mort par contumace, il s'était enfui à Paris et à Londres avant d'être réhabilité.

Jusqu'à la guerre 1914-1918, la Hongrie a comme roi l'empereur des Habsbourg-Lorraine ; un parlement dont le système d'élection restera sans cesse en débat. Les députés de la noblesse terrienne forment encore 41 % des députés en 1914... Le Parlement de Budapest, sur la rive orientale du Danube, a été en construction de 1885 à 1904. Inauguré au début du XX^e siècle, il est le siège de l'Assemblée nationale depuis 1902. Il est un des « emblèmes » de la ville de Budapest et est représenté sur la plupart des cartes postales de la capitale hongroise.

Pieter M. JUDSON, *L'empire des Habsbourg, Une histoire inédite*, Paris, Perrin, 2021, p. 251-304.

+ Guy,
Evêque de Tournai